



ODOXA

L'Opinion tranchée

Les Français et leurs services publics locaux : Perceptions sur les dépenses de fonctionnement vs les dépenses d'investissement & regard porté sur la gestion déléguée

LEVÉE D'EMBARGO LE MARDI 14 MARS À 05H

Sondage réalisé pour



Institut de la
gestion déléguée

et la



Méthodologie



Recueil

Echantillon de Français interrogé par Internet les 15 et 16 février 2017.



Echantillon

Echantillon de 1 016 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements (1/2)

Les Français et leurs services publics locaux « Acte II »

En pleine campagne présidentielle, Odoxa, l'Institut de la Gestion Déléguée (IGD) et la Presse Régionale ont effectué une double enquête – en deux temps, en janvier puis février 2017 – permettant de mieux comprendre le rapport singulier des Français à leurs services publics et de mieux identifier leurs attentes sur ce point à l'égard des candidats et des pouvoirs publics.

La première vague de notre enquête publiée le mois dernier avait révélé combien les Français étaient attachés à leurs services publics en général, et à leurs services publics en particulier.

Effectuée en janvier dernier en France, mais aussi en comparaison dans les 4 autres grands pays européens – Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Espagne – ce sondage soulignait non seulement la singularité de notre attachement à nos services publics, mais aussi combien ils étaient aussi inquiets pour leur avenir et demandeurs que les pouvoirs publics s'investissent dans ce domaine.

Le second volet de cette enquête que nous vous présentons à présent a été effectué en février dernier et creuse plus profondément le rapport des Français à leurs services publics, et notamment mesure leurs attentes s'agissant de l'optimisation de leur efficacité sans en grever le coût.

Principaux enseignements (2/2)

Voici les enseignements clés de notre seconde étude :

- 1) 7 Français sur 10** n'ont aucune idée des postes sur lesquels les/leurs candidats comptent faire reposer les économies qu'ils ont promises en matière de dépenses publiques
- 2) Les trois-quarts des Français font clairement la différence entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissements**
- 3) Nos concitoyens** souhaitent une **réduction** des dépenses de fonctionnement mais **une augmentation** de celles d'investissement
- 4) Les Français ont une bonne image de la Gestion Déléguée** et pensent qu'elle peut constituer un moyen efficace de baisser la dépense publique sans sacrifier l'investissement

Voilà sans doute une information à méditer pour les « impétrants » des compétitions électorales nationales et surtout locales à venir.

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

Synthèse détaillée du sondage (1/4)

1) 7 Français sur 10 n'ont aucune idée des postes sur lesquelles les/leurs candidats comptent faire reposer les économies qu'ils ont promises en matière de dépenses publiques

Alors que de nombreux candidats promettent de fortement réduire la dépense publique, plus de 7 Français sur 10 (71%) ne comprennent pas comment ces candidats procéderont ni surtout dans quels services publics locaux et nationaux ils feront des économies. Ce « flou » se retrouve auprès de tous les électorats, aussi bien parmi les sympathisants de gauche (70% ne comprennent pas), que parmi ceux du FN (67%) et même auprès de ceux de la droite parlementaire (63%). Or, ces derniers s'apprêtent (a priori) majoritairement à voter pour un candidat (F. Fillon) qui a fortement mis en avant ce sujet dans son projet. Même pour les futurs électeurs de Macron ou de Marine Le Pen, la question se pose, ces candidats ayant eux-aussi annoncé d'importantes économies que leurs électeurs n'ont pas clairement identifiées...

2) Les trois-quarts des Français font clairement la différence entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissements

Réduire la dépense publique « oui », détériorer la qualité des services proposés aux usagers « non ». Tel est le message martelé par les Français, y compris dans notre précédente enquête publiée le mois dernier (début février) dans la Presse Régionale.

Or, en matière de services publics, les Français sont bien convaincus qu'il est possible de faire des économies tout en préservant l'essentiel. En tout cas, les trois-quarts de nos concitoyens font clairement une nette différence – rarement faite par les hommes politiques – au sein de la dépense publique entre « dépense de fonctionnement » et « dépense d'investissement ». Plus des trois-quarts des Français (76%) considèrent qu'il existe une différence très importantes (34%) ou au moins assez importantes (42%) entre ces deux types de dépenses.

Synthèse détaillée du sondage (2/4)

3) Nos concitoyens souhaitent une réduction des dépenses de fonctionnement et une augmentation de celles d'investissement

Or, si les Français pensent qu'il faudrait réduire les dépenses publiques de fonctionnement, ils estiment au contraire qu'il faut augmenter les dépenses publiques d'investissement.

Ainsi, sur les dépenses de fonctionnement, si un tiers de nos concitoyens jugent qu'il faut maintenir ces dépenses à leur niveau actuel, les partisans du changement sont nettement plus nombreux et penchent bien davantage vers la réduction que vers l'augmentation : 53% de nos concitoyens estiment ainsi que ces dépenses doivent être réduites contre seulement 14% qui jugent au contraire qu'il faudrait les augmenter.

Cela représente donc un différentiel entre « augmentation » et « réduction » de « -39 » !

Rien de tel pour les dépenses d'investissement : 38% des Français souhaitent un maintien de ces dépenses à leur niveau actuel et ceux qui, majoritaires, souhaitent un changement sont bien plus nombreux à pencher pour l'augmentation (43%) que pour la réduction (18%).

Le différentiel est cette fois de « +25 » en faveur de l'augmentation plutôt que de la réduction de ces dépenses.

Ce sentiment que ces deux types de dépenses publiques sont de nature très différente tout comme la demande d'augmenter celles d'investissement et de réduire celles de fonctionnement sont des éléments communs à l'ensemble des personnes interrogées, quelle que soit leur sympathie partisane :

73% des sympathisants du FN, 81% de ceux de gauche et 83% de ceux de droite pensent que ces dépenses sont de nature bien différente, et le solde auprès de chacun est nettement en faveur de l'augmentation des dépenses d'investissement (+35 à gauche, +30 à droite et +8 au FN) et de la réduction des dépenses de fonctionnement (-16 à gauche, -64 à droite et -46 au FN).

Synthèse détaillée du sondage (3/4)

4) Les Français ont une bonne image de la Gestion Déléguée et pensent qu'elle peut constituer un moyen efficace de baisser la dépense publique sans sacrifier l'investissement

61% des Français font encore assez mal la différence entre gestion directe et gestion déléguée d'un service public local ; un quart d'entre eux (26%) dit même ne pas faire du tout la différence.

Il y a donc encore un important travail de pédagogie à faire pour mieux faire connaître les deux modes de gestion et leurs différences à nos concitoyens, même si les connaissances progressent tout de même lentement mais sûrement : le baromètre biannuel réalisé par l'IGD depuis 1999 montre une progression régulière – mais lente – des connaissances sur la gestion déléguée.

Une accélération des connaissances du public serait d'autant plus souhaitable que, une fois expliqué de façon objective et neutre ce que sont ces deux modes de gestion, les Français sont une majorité à estimer que la gestion déléguée est une bonne chose. En outre, ce sentiment progresse années après années. 54% le pensent aujourd'hui alors qu'ils étaient 52% à le penser en 2014.

Mais plus encore que cette bonne image de la gestion déléguée, ce que révèle notre enquête est qu'une majorité comparable de Français – 54% contre 44% - estimaient surtout que ce mode de gestion constituait « un bon moyen pour que les collectivités et l'Etat parviennent à baisser le montant de leur dépense publique sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement ».

Synthèse détaillée du sondage (4/4)

Chose rare et intéressante par ailleurs, il existe un large consensus politique dans l'opinion sur ces deux dimensions – popularité globale de la gestion déléguée et capacité de ce mode de gestion à optimiser l'efficacité de la dépense publique – Ainsi, les sympathisants de gauche sont-ils 55% et ceux de droite 68% à penser que la Gestion Déléguée permettrait cette meilleure efficacité.

Voilà sans doute une information à méditer pour les « impétrants » des compétitions électorales nationales et surtout locales à venir... Il est en effet assez rare pour un postulant à la Mairie ou la députation de disposer d'un sujet de campagne à la fois « porteur » auprès de sa base électorale et non « clivant » pour les électeurs n'appartenant pas à son camp.

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

@gaelsliman



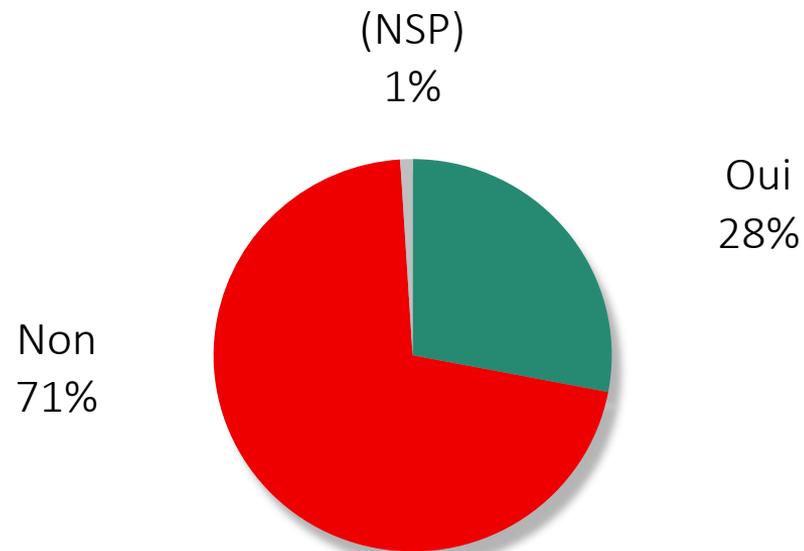
Chapitre 1

Capacité des Français à distinguer dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement

Compréhension du projet de réduction de l'investissement public dans les services publics promis



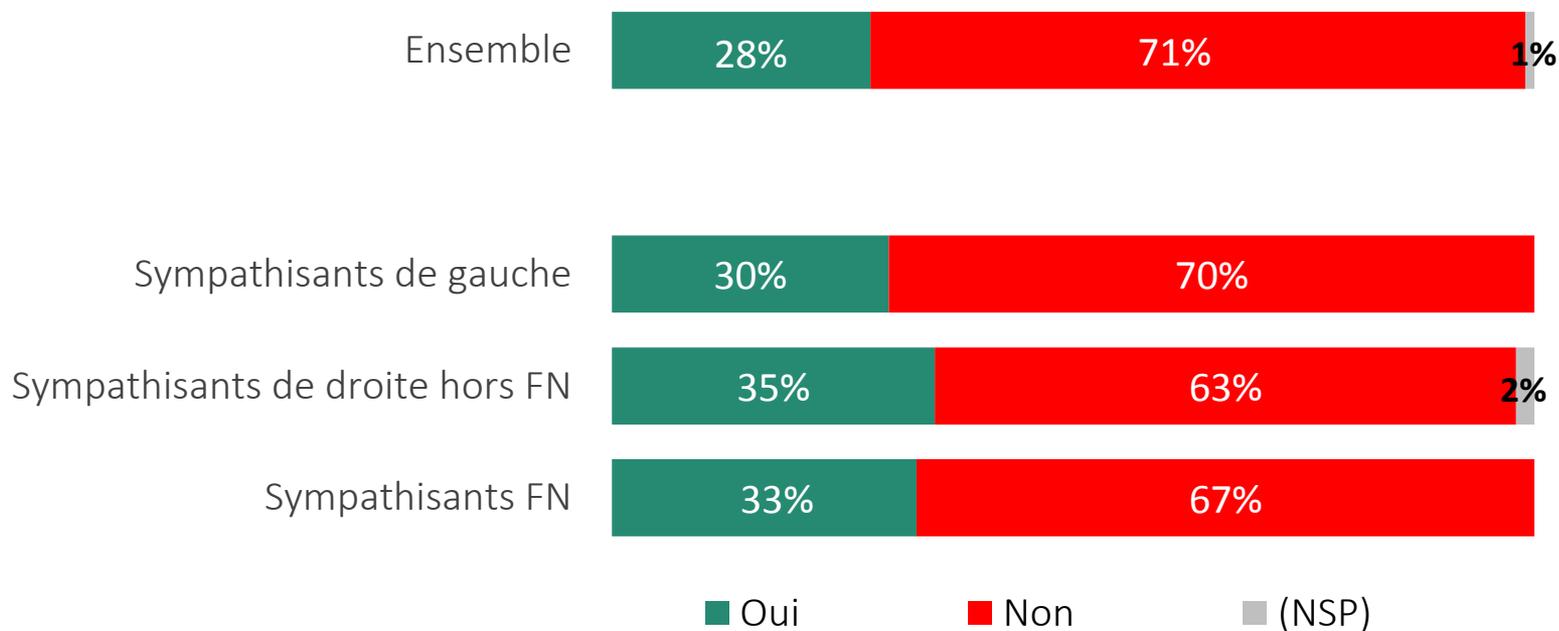
De nombreux candidats promettent qu'ils vont fortement réduire la dépense publique. Vous personnellement, avez-vous compris comment ils allaient le faire et dans quels services publics locaux et nationaux ils comptent faire des économies ?



Compréhension du projet de réduction de l'investissement public dans les services publics promis selon la proximité partisane



De nombreux candidats promettent qu'ils vont fortement réduire la dépense publique. Vous personnellement, avez-vous compris comment ils allaient le faire et dans quels services publics locaux et nationaux ils comptent faire des économies ?



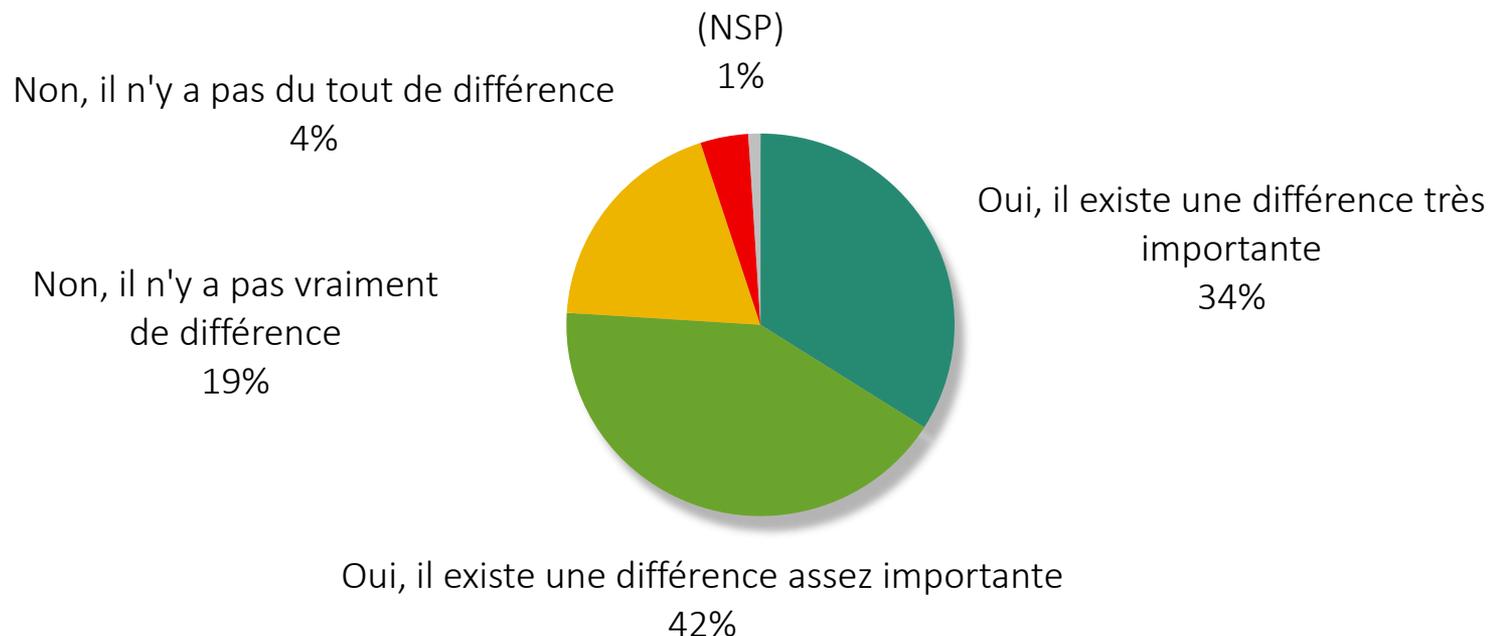
Différence entre dépense de fonctionnement et dépense d'investissement



La dépense publique recouvre à la fois les dépenses de fonctionnement qui permettent de faire face à la gestion courante et les dépenses d'investissement qui permettent de construire, d'aménager ou d'entretenir des équipements publics. Vous personnellement, considérez-vous qu'il existe une différence importante entre ces deux types de dépenses (fonctionnement et investissement) ?

S/T Non : 23%

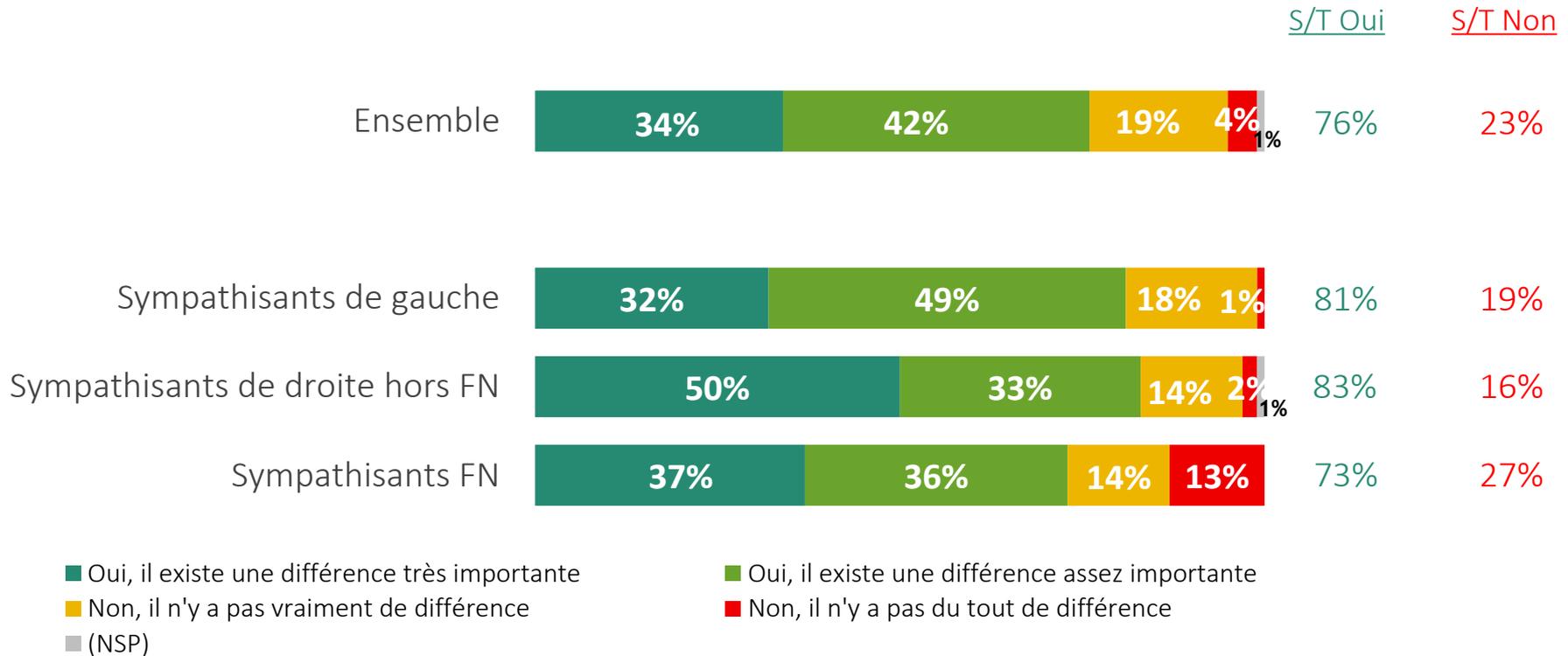
S/T Oui : 76%



Différence entre dépense de fonctionnement et dépense d'investissement selon la proximité partisane



La dépense publique recouvre à la fois les dépenses de fonctionnement qui permettent de faire face à la gestion courante et les dépenses d'investissement qui permettent de construire, d'aménager ou d'entretenir des équipements publics. Vous personnellement, considérez-vous qu'il existe une différence importante entre ces deux types de dépenses (fonctionnement et investissement) ?

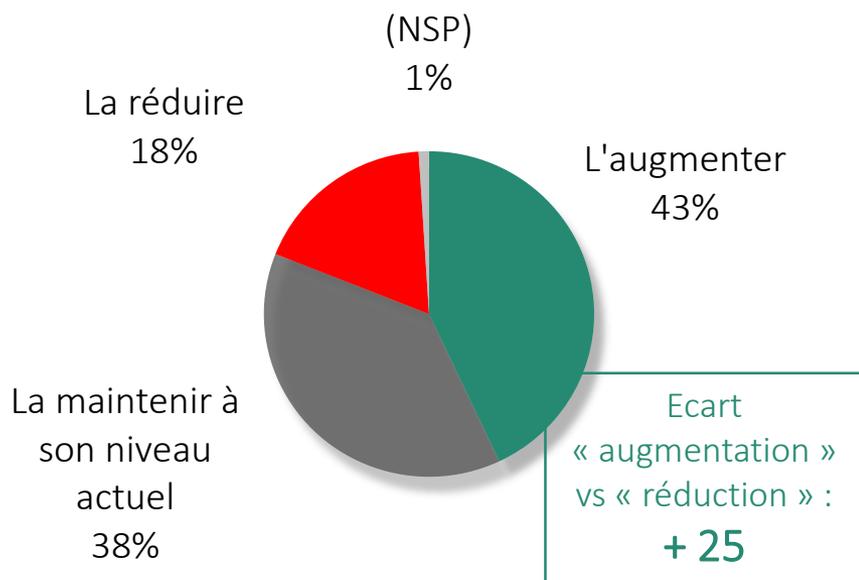


Evolution souhaitée du niveau des dépenses

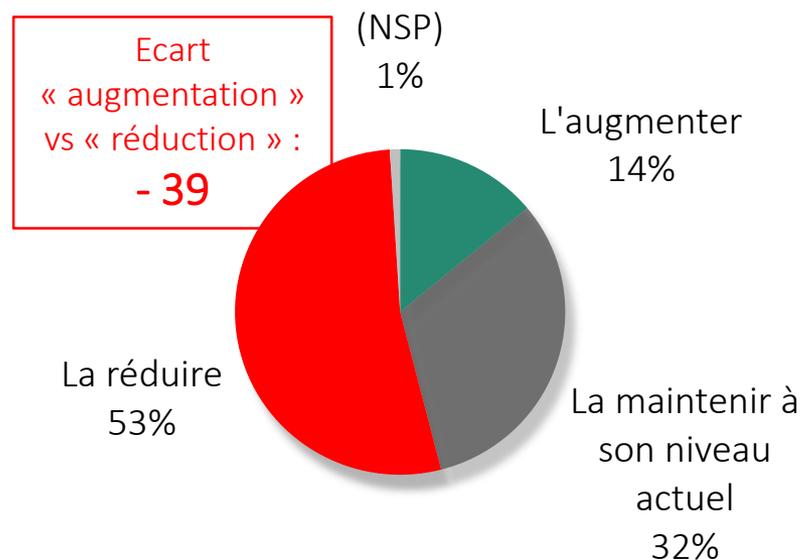


Pour chacune de ces deux catégories de dépenses publiques, dites-moi si vous estimez qu'il faudrait à l'avenir, l'augmenter, la maintenir à son niveau actuel ou la réduire :

Les dépenses publiques d'investissement



Les dépenses publiques de fonctionnement

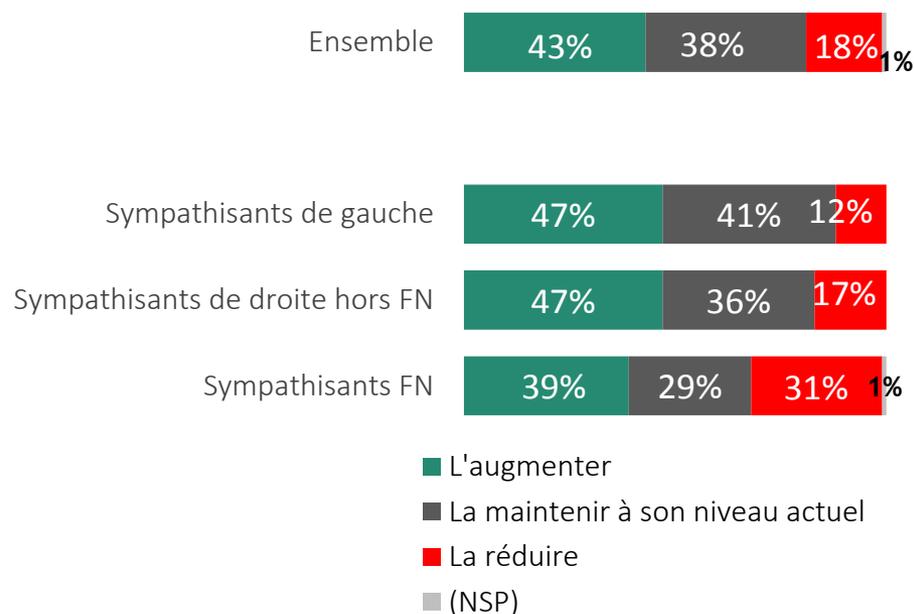


Evolution souhaitée du niveau des dépenses selon la proximité partisane

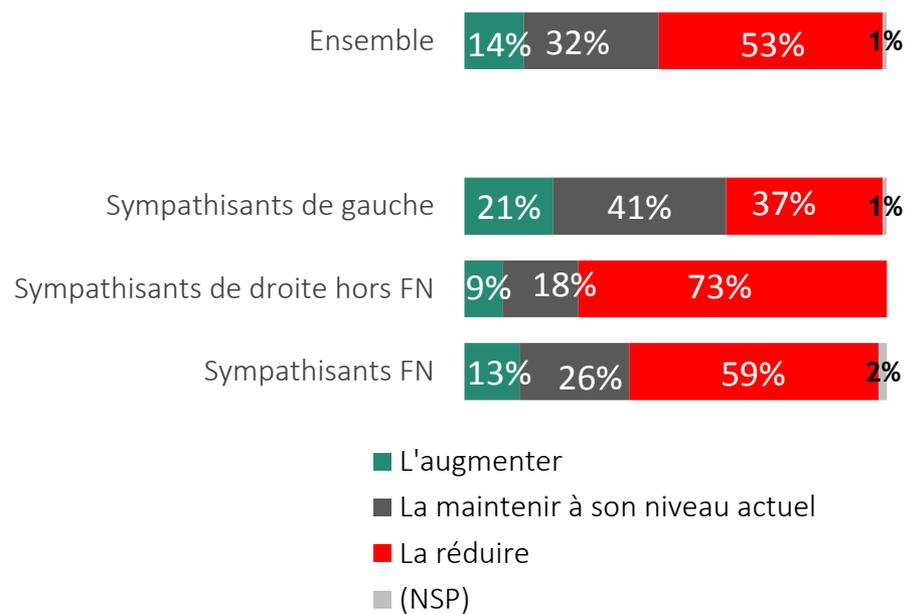


Pour chacune de ces deux catégories de dépenses publiques, dites-moi si vous estimez qu'il faudrait à l'avenir, l'augmenter, la maintenir à son niveau actuel ou la réduire :

Les dépenses publiques d'investissement



Les dépenses publiques de fonctionnement





Chapitre 2

Notoriété/Popularité de la gestion déléguée
Capacité à favoriser les dépenses d'investissement

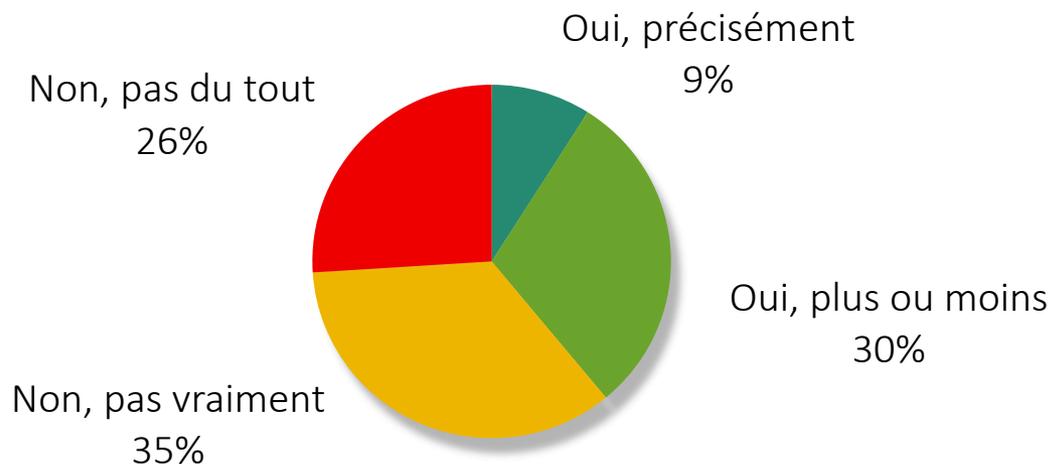
Notoriété de la gestion déléguée



Savez-vous ce qu'est la gestion directe et ce qu'est la gestion déléguée d'un service public local ?

S/T Non : 61%

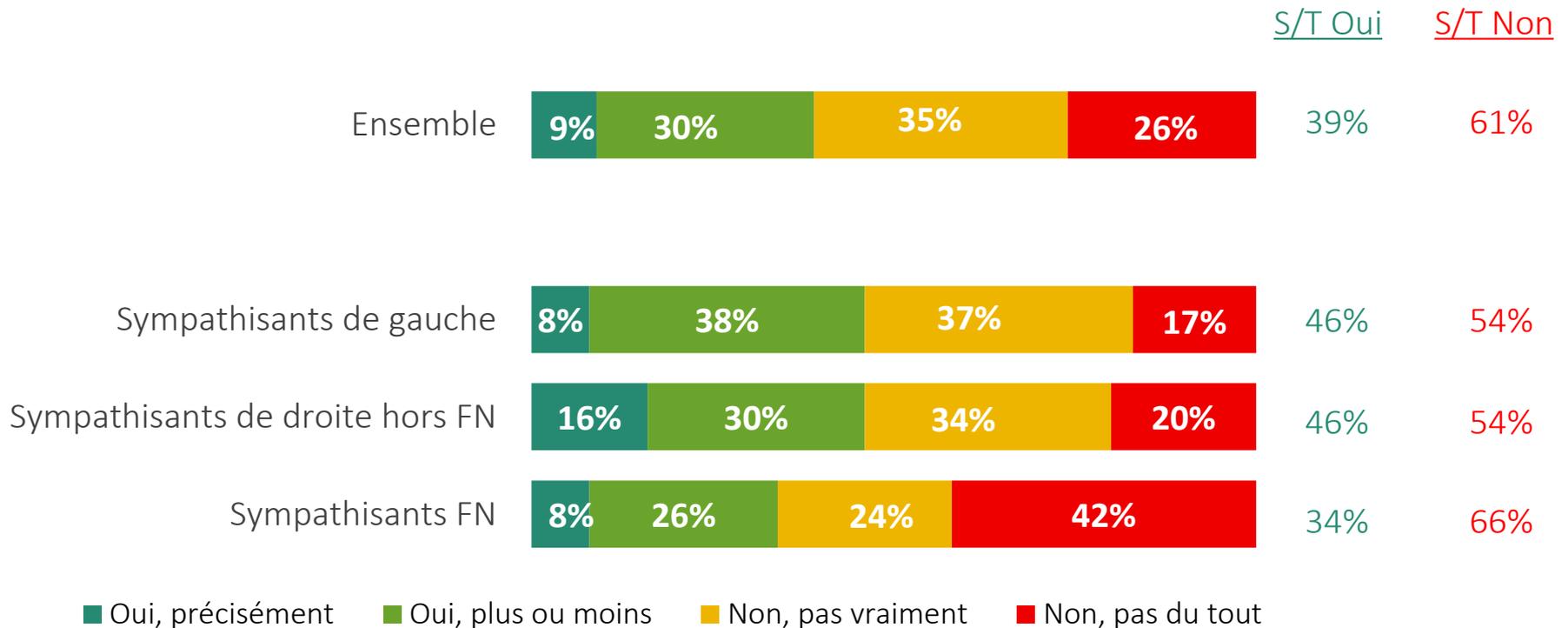
S/T Oui : 39%



Notoriété de la gestion déléguée selon la proximité partisane



Savez-vous ce qu'est la gestion directe et ce qu'est la gestion déléguée d'un service public local ?



Définition

DÉFINITION DONNÉE AUX INTERVIEWÉS

On parle de « **gestion directe** » d'un service public local lorsque la collectivité locale concernée assure elle-même l'exploitation et la gestion de ce service, grâce à des fonctionnaires locaux (régie/ établissement public local).

On parle de « **gestion déléguée** » d'un service public lorsque la collectivité concernée délègue sous son contrôle l'exploitation et la gestion de ce service à une entreprise généralement privée, c'est le mode de gestion prépondérant en France.

Popularité de la gestion déléguée

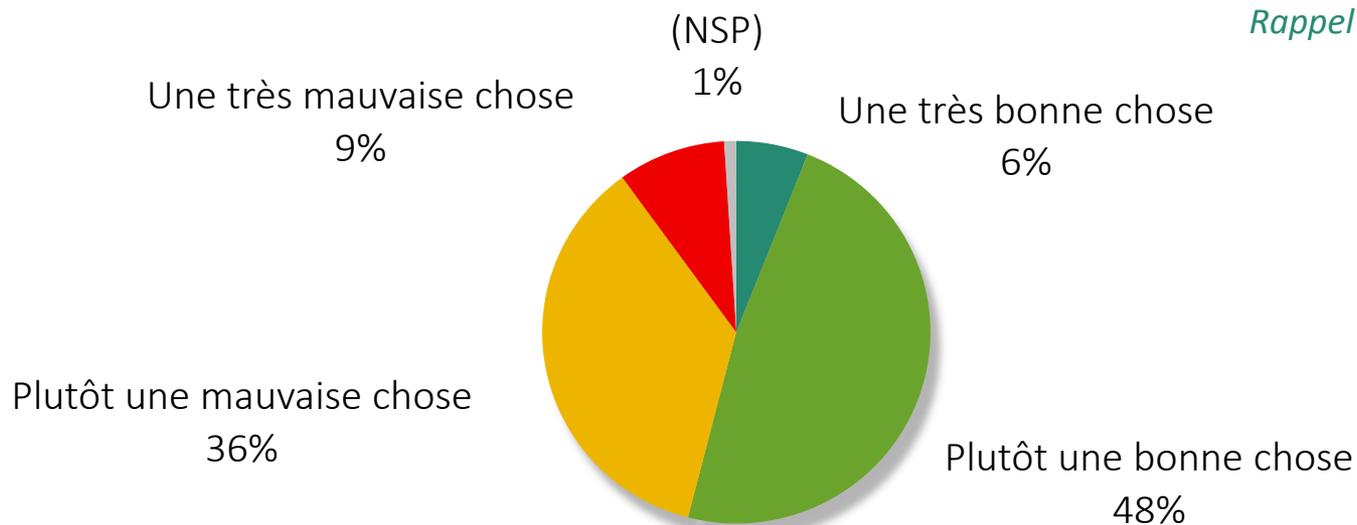


Vous personnellement, diriez-vous que la gestion déléguée est une très bonne chose, plutôt une bonne chose, plutôt une mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?

S/T Mauvaise chose : 45%

S/T Bonne chose : 54%

*Rappel 2014 : 52%**

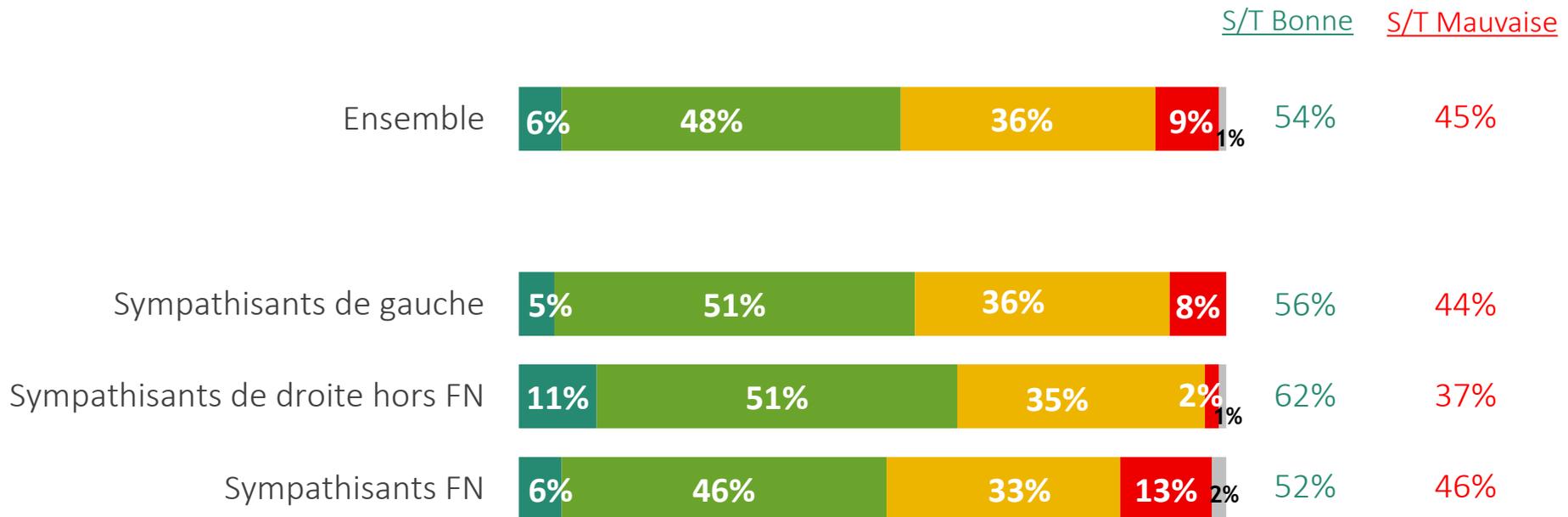


*Baromètre BVA-IGD publié le 20/03/2014

Popularité de la gestion déléguée selon la proximité partisane



Vous personnellement, diriez-vous que la gestion déléguée est une très bonne chose, plutôt une bonne chose, plutôt une mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?



■ Une très bonne chose ■ Plutôt une bonne chose ■ Plutôt une mauvaise chose ■ Une très mauvaise chose ■ (NSP)

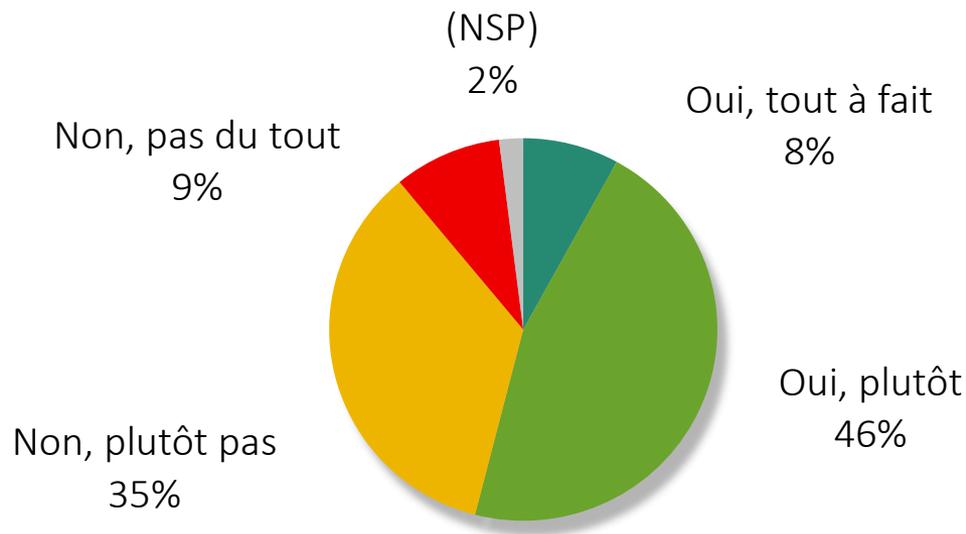
Gestion déléguée, bon moyen pour baisser la dépense publique sans sacrifier l'investissement



La gestion déléguée est-elle selon vous un bon moyen pour que les collectivités et l'Etat parviennent à baisser le montant de leur dépense publique sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement ?

S/T Non : 44%

S/T Oui : 54%



Gestion déléguée, bon moyen pour baisser la dépense publique sans sacrifier l'investissement selon la proximité partisane



La gestion déléguée est-elle selon vous un bon moyen pour que les collectivités et l'Etat parviennent à baisser le montant de leur dépense publique sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement ?

